

« Tout se joue dans les commencements » (Paul Valéry)

Sur les chemins d'une Europe encore inachevée ...

C'est avec une certaine émotion que j'ai pris ma plume pour répondre à l'invitation de Frédéric Lépine qui souhaitait mon « témoignage sur l'évolution des relations franco-allemandes » à l'occasion du 50^{ème} Anniversaire du traité de l'Élysée. Sur un parcours européen de 65 ans, le réduire à 3 feuillets ne va pas être facile !

En effet, jeune journaliste au quotidien strasbourgeois « Le Nouvel Alsacien », c'est dès l'hiver 1946/47 que je réalisai mon premier reportage outre-rhin sur le thème délicat et assez ambitieux : « La jeunesse allemande après le nazisme ». Pour explorer les premières tentatives officielles, relevant plutôt d'une approche culturelle, je me suis rendu à Bad-Godesberg, évidemment, mais, j'avais obtenu par ailleurs une interview du Père Jean du Rivau, car le fondateur du BILD (Bureau International de Liaison et de Documentation), à Offenburg, s'intéressait à mon enquête que j'entendais élargir aux relations franco-allemandes en devenir.

C'était une bonne adresse, car allaient naître, ici, les revues « Documents » et « Dokumente », tandis qu'à Paris Emmanuel Mounier et Alfred Grosser lançaient des initiatives proches de ces mêmes préoccupations. A Strasbourg au FEC (Foyer de l'Étudiant Catholique), cet intérêt pour les relations franco-allemandes devait rapidement s'inscrire dans un grand projet européen dont le processus avait été mis en marche, au Congrès de LA HAYE, en mai 1948. C'est ainsi qu'au FEC, s'appuyant sur le Groupement des I.C.S. (Intellectuels-Chrétiens-Sociaux), le Frère Médard, son célèbre directeur, lança la première série des « Conférences du FEC » dédiée à l'EUROPE, au cours de l'automne 1948.

Associé à son organisation, j'ai un souvenir très précis du programme qui devait être clôturé en mai 1949 par Robert Schuman, Ministre des Affaires étrangères. Je vais me contenter d'énumérer le nom des conférenciers : ouverture par le Ministre alsacien, Pierre Pflimlin ; suivi du Père Chaillet, l'un des Jésuites de la Résistance puis par le Pasteur Roland de Pury, puis Alexandre Marc l'un des grands fédéralistes et, enfin, l'économiste François Perroux. Difficile de faire mieux.

Coïncidence spectaculaire, en mai 1949, juste après la signature à Londres du Statut du Conseil de l'Europe, au Palais des Fêtes comble, la conférence de clôture se transforma en une ovation à Robert Schuman, lorsqu'il annonça que le siège du Conseil de l'Europe serait à Strasbourg, symbole de la réconciliation franco-allemande, y compris aux yeux de son collègue britannique, Ernest Bevin.

Dès le mois d'août se réunirent dans la capitale alsacienne les ministres et les parlementaires de cette première institution européenne de l'après-guerre. La société civile s'était mobilisée à cette occasion. Un grand meeting, Place Kleber, organisé par la « Section Alsace » du Mouvement européen. Au FEC (Foyer de l'Étudiant Catholique), une superbe réception réunissait autorités locales et européennes. Bien entendu, Robert Schuman s'y trouvait et, ayant sous le bras un ouvrage collectif, où figuraient plusieurs biographies, je lui demandai une dédicace, étant l'auteur de sa biographie ... La réception tirait à sa fin ; il me prit par le bras, en me disant : « Vous l'aurez votre dédicace, mais je veux d'abord y jeter un d'œil ... venez, accompagnez moi à la Préfecture, où je loge pendant mon séjour à Strasbourg ». Me voici donc, le vendredi 12 août 1949, cheminant à côté du Ministre des Affaires étrangères, qui m'interroge sur les thèmes que j'avais à traiter dans mon journal. J'évoquai ma grande enquête sur la jeunesse alsacienne dans une période de sortie de guerre ... Robert Schuman s'arrête. Sa voix devient grave : « Savez-vous me dit-il, que dans 48 heures

l'Allemagne votera pour la première fois ? « En effet, en ce dimanche, 14 août, il y avait, certes, depuis le mois de mai, une Constitution, le Grundgesetz, mais pas de parlement, pas de gouvernement.

Nous avons repris notre marche. Et le Ministre poursuivit : « Que va-t-il sortir des urnes ? Quel après-guerre construire entre vainqueur et vaincu ? Surtout ne pas recommencer Versailles ! Et quid de la fameuse « question allemande » ... ? La solution serai-elle européenne – avec qui ? Comment ? » Ce fut, pour le jeune journaliste que j'étais, une très grande chance de tomber, ainsi, dans la « marmite » ! Du coup, lorsque, en fin d'après-midi du 9 Mai 1950, le téléscripteur de l' « Agence France Presse » débita paragraphe par paragraphe, la « Déclaration Schuman », je découvris en quelque sorte les réponses à ce qu'avait été le questionnement de Robert Schuman, neuf mois auparavant, sur le chemin vers la Préfecture. Ces 36 lignes tenaient sur un feuillet. Fini le « Vae victis » de nos livres d'histoire ; on allait mettre autour d'une table vainqueur et vaincu sous le signe de l'égalité des droits, la « Gleichberechtigung », ce mot clé, que le Chancelier avait tout de suite saisi, lorsque Robert Mischlich, envoyé secrètement à Bonn, présenta à Konrad Adenauer la substance des propositions françaises. Ce texte comportait un grand projet politique, la « Fédération européenne », à terme ; commençait par des « petits pas » avec la mise en commun du charbon et de l'acier rendant « impossible » et « impensable » une guerre entre la France et l'Allemagne, les anciens ennemis ; proposait une institution originale sous la forme d'une Haute Autorité supranationale. Bref, nous étions en présence d'un acte politique majeur, concernant au premier chef les relations franco-allemandes et générant, en même temps, le processus d'une ambitieuse construction européenne, déjà en panne au Conseil de l'Europe.

La CECA (Communauté européenne du Charbon et de l'Acier) fut le premier résultat institutionnel de cette sortie de guerre par le haut. L'accident de parcours, provoqué par la guerre de Corée le 25 juin 1950, intervint en août 1954 par le rejet de la CED (Communauté européenne de la Défense) qui entraîna l'échec du projet du Traité de Communauté politique. On connaît la suite : la relance de Messine, les travaux du Comité Spaak, la signature des Traités de Rome en mars 1957.

Pourquoi cette piqure de rappel ? Tout simplement, parce que, depuis le mois de juillet 2012, avec les cérémonies de Reims, évoquant la rencontre de Gaulle – Adenauer du 8 juillet 1962, je commence à revivre les « anniversaires » de 1993 et 2003 du Traité de l'Elysée. Le « traitement mémoriel » et la « couverture médiatique » font visiblement problème, car une sorte de légende continue à nous présenter le Traité de l'Elysée comme le début de la réconciliation franco-allemande, celle-ci aurait été lancée par le Général de Gaulle et le Chancelier Konrad Adenauer. Mon rappel de l'Histoire jusqu'en 1957 n'était évidemment pas innocent, puisque je tombe pile sur 1958, année de la première rencontre (en septembre) du Général de Gaulle et du Chancelier allemand à Colombey-les-Deux-Eglises. Cherchez l'erreur ! Il ne s'était rien passé entre 1950 et 1958 ?

Je ne suis pas dans une polémique qui, d'ailleurs, n'a pas lieu d'être. J'ai toujours été convaincu que notre belle langue française permet d'identifier parfaitement la vérité historique : Robert Schuman et Konrad Adenauer ont fondé la réconciliation franco-allemande, le 9 Mai 1950, avec la « Déclaration Schuman », inspirée par Jean Monnet ; le Général de Gaulle et Konrad Adenauer l'ont scellée, le 22 janvier 1963, avec le Traité de l'Elysée. Fonder et sceller, ce sont des mots clés très importants ; ils se complètent admirablement, tout en respectant la chronologie.

Dans les articles et les futurs reportages, qui vont se succéder, on pourrait faire figurer deux textes que j'essaie de faire connaître au grand public (la plupart des historiens les connaissent) car ils ont

le mérite d'illustrer mon propos avec deux témoignages incontestables, celui du Général de Gaulle et celui de Konrad Adenauer.

Lors de son voyage en Lorraine en juillet 1961, une réception est offerte au Général de Gaulle à la Préfecture de Metz. En page 5 du « Figaro », les trois envoyés spéciaux du journal l'évoquent en ces termes : « Le chef de l'Etat- et ceci est très remarqué – rend un hommage particulier à monsieur Robert Schuman dont il dit, à propos de l'unité européenne : « C'est vous qui avez commencé. Et nous avons poursuivi votre œuvre » ». C'est, en substance, ce que dira, l'année suivante, le Chancelier Adenauer dans une lettre émouvante à son ami Schuman, très malade, à Scy-Chazelles. « 10.09.1962. Cher Monsieur Schuman, Pendant la visite du Général de Gaulle, la semaine dernière, j'ai souvent pensé à vous comme l'homme qui, par son initiative de la CECA, a scellé la pierre angulaire de l'amitié qui unit désormais si étroitement nos deux peuples. Je me souviens toujours avec gratitude de notre travail commun. Et il me tient à cœur, précisément en cette circonstance, de vous témoigner ma reconnaissance. Ce serait pour moi une grande joie s'il nous était donné de nous revoir une fois encore. Avec mes remerciements cordiaux. Votre Konrad Adenauer ».

Ils ne se sont plus revus. Robert Schuman décéda, un an plus tard, le 4 septembre 1963. Ce sera donc le 50^{ème} Anniversaire de sa mort, l'an prochain et on s'y prépare à Scy-Chazelles. En 1983, dans un contexte de cette nature, pour le 20^{ème} anniversaire de son décès, on m'avait demandé une conférence sur Robert Schuman, fin août, au Plan-de-Grasse, où résidait aussi Bernard Clappier pendant les vacances. Après la rencontre, nous avons évoqué quelques souvenirs communs. En ce qui concerne Bernard Clappier, il avait joué un rôle très important, en amont du 9 mai 1950, en étant le lien privilégié entre Jean Monnet et Robert Schuman, dont il était le directeur de Cabinet. Plus tard, Gouverneur de la Banque de France, il fut l'homme de confiance du président Valéry Giscard d'Estaing lorsqu'en 1979 fut mis au point le « Système monétaire européen » avec le chancelier Helmut Schmidt. De cette double expérience, Bernard Clappier avait tiré une précieuse leçon ; je l'avais notée et en voici la substance : « Croyez-moi, Collovald, lorsqu'il y a un dossier important, techniquement complexe, mais bien « ficelé », et qu'à Bonn et à Paris, il y a une forte volonté politique, au service d'objectifs européens identifiables, alors, l'Europe avance et, au fond, dans ce cas, nos partenaires ne nous en tiennent pas rigueur ».

Gardons-nous de tout anachronisme. Les temps ont changé ; le monde a changé. L'Europe n'est plus à 9, mais à 27. Nous sommes en pleine crise. Assurément. Et, pourtant, dans les préparatifs du prochain Sommet européen de décembre 2012, le sage conseiller de Robert Schuman pourrait encore nous rappeler le secret d'une méthode ...

Paul Collovald

- Novembre 2012 -